



**ANALYSE ET INNOVATION CURRICULAIRES
DE L'ÉDUCATION POUR TOUS
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

Situation actuelle, outils et stratégies pour le changement

**Synthèse des travaux de l'atelier sous-régional à Bamako
et de la mission du BIE au Mali, Burkina Faso et Niger
(Mars 2005)**

Objectifs de la mission:

1. Finaliser un outil d'analyse de la pertinence du curriculum pour la lutte contre la pauvreté
 2. Discuter plus à fond d'aspects conceptuels en relation avec l'analyse du curriculum
 3. Informer et échanger avec les partenaires techniques et financiers et avec les services techniques des ministères impliqués dans la réforme du curriculum
 4. Faire un plan de travail précis avec chaque pays pour bien entamer l'analyse du curriculum d'ici à fin mai
 5. Finaliser des contrats de soutien avec chaque équipe
 6. Discuter du prochain séminaire international en Espagne (semaine du 12 juin 2005)
-

Atelier sous-régional : Résultats des travaux

Des progrès importants ont été réalisés par rapport au séminaire de novembre 2004 :

- 1) L'outil d'analyse du curriculum qui a été présenté prend en compte les différents points soulevés en novembre et les intègre de façon à pouvoir aboutir à une analyse globale et pertinente du contenu du curriculum. Les participants se sont dits satisfaits de la richesse et de la fidélité de l'outil d'analyse aux travaux de décembre et aux commentaires des équipes et des experts durant les mois de décembre 2004 à février 2005.
- 2) Plusieurs **points techniques et conceptuels relatifs au curriculum, aux compétences et à la lutte contre la pauvreté** ont pu être développés et approfondis pendant le séminaire.

Points techniques et conceptuels développés et approfondis :

1. **L'équité.** Elle a été au centre de nombreuses discussions, avec l'idée principale et essentielle qu'il est indispensable, dans la perspective du développement d'un curriculum pertinent pour la lutte contre la pauvreté, de développer l'équité.

Les nouveaux programmes d'enseignement doivent permettre la réussite de tous les élèves, mais une attention particulière sera accordée à ceux défavorisés ; une école qui lutte contre la pauvreté = une école qui fait réussir les élèves les plus défavorisés.

Pour ce faire, il sera indispensable d'interpeller les politiques sur les questions liées à l'équité : quels élèves veut-on faire progresser ? tous ? les moyens ? les plus défavorisés ?

2. **L'approches par les compétences :** l'utilisation de termes différents par les pays, les experts universitaires et les techniciens pour désigner souvent une même réalité rend complexe la terminologie relative aux compétences, par exemple : compétences disciplinaires ou objectifs disciplinaires, compétences transversales ou capacités ou capacités transversales, compétences interdisciplinaires (voir document inclus dans les ressources mises à la disposition des pays).

Il semble aussi qu'il nous faut encore faire un important travail d'approfondissement à ce sujet et bien réfléchir sur le concept de compétences, sur la façon de les conceptualiser pédagogiquement et de les insérer dans le curriculum afin que cette approche améliore vraiment la qualité de l'éducation pour tous.

Les visites de classes et les discussions montrent en effet que beaucoup de problèmes doivent encore être résolus.

3. **Les liens entre pauvreté et curriculum :** il existe plusieurs liens et un curriculum pertinent pour la lutte contre la pauvreté devrait intégrer : les réalités quotidiennes des apprenants, les langues nationales, les activités génératrices de revenu, les activités pratiques et productives, l'apprentissage interculturel, l'hygiène, la santé et la lutte contre les maladies, les compétences des femmes.
4. **Les valeurs :** l'importance d'une éducation qui prend en compte les valeurs et comportements relatifs à l'hygiène, la santé, la nutrition, l'environnement, la vie familiale a été mentionnée. De même, certains participants ont souligné l'importance de réfléchir à l'intégration des valeurs religieuses propres aux pays dans les curricula de l'éducation de base.
5. **Le rapport entre éducation formelle et éducation non formelle :** les trois pays (Mali, Burkina Faso, Niger) reconnaissent la nécessité d'articuler l'éducation formelle (éducation scolaire des enfants) et l'éducation non formelle (éducation des adolescents non scolarisés et déscolarisés et des adultes) pour deux raisons majeures : i) la grande majorité des innovations éducatives sont réalisées dans le sous-secteur du non formel, ii) l'alphabétisation fonctionnelle telle qu'elle existe dans ces pays est fortement liée à la réduction de la pauvreté.

6. **L'évaluation** : il est important que l'évaluation soit centrée sur des connaissances qui ont du sens à la fois dans le contexte scolaire et en dehors de celui-ci (afin de prévenir les « échecs abusifs » et les « réussites abusives », et de se pencher sur le rôle et le statut de l'évaluation des apprentissages dans la réforme curriculum.

Il a aussi été mentionné l'importance de repenser, et d'adapter le cas échéant, l'évaluation quand on réforme le curriculum, ceci pour être sûr que l'évaluation évalue bien ce que l'éducation a pu but de transmettre et qu'elle le fait de fait de façon équitable. En effet, il a aussi été soulevé que certains types d'évaluation peuvent favoriser certains types d'élèves (les plus forts) et en défavoriser d'autres (les plus faibles).

7. **Mise en oeuvre du curriculum.** Trois grands points ont été cités essentiellement:

1. Le besoin de convergence entre l'approche projet et l'approche programme
2. La nécessité de la flexibilité du curriculum pour prendre en compte les spécificités locales, importance du curriculum local
3. L'importance de prendre aussi en considération, lors de réforme du curriculum
 - la formation des enseignants : les enseignants sont-ils à même d'enseigner le nouveau curriculum ? en particulier ce qu'on appelle les domaines émergents ? les approches pédagogiques connues des enseignants sont-elles adaptées au nouveau curriculum ? comment les mettre à niveau ?
 - le matériel pédagogique est-il disponible ? Faut-il l'adapter ?
 - l'évaluation est-elle toujours adaptée ou faut-il la revoir ?

Les convergences et les différences entre les 3 pays :

- les convergences :
 - le rapport entre éducation formelle et éducation non formelle
 - l'existence des innovations et de projets expérimentaux pertinents dans le formel et le non formel
 - l'importance de la formation des enseignants dans le processus de développement du curriculum
 - la complexité de la terminologie relative aux compétences
- *les différences* :
 - la structure de l'éducation de base n'est pas identique dans les 3 pays ; d'où la différence des niveaux à analyser selon les pays

→ Implications pour le BIE-UNESCO :

- intégrer des questions sur les innovations et les projets expérimentaux dans l'outil d'analyse du curriculum
- tenir compte des innovations et des projets expérimentaux mis en oeuvre dans les pays et les partager avec les pays participants au projet
- porter une attention à la formation des enseignants

→ *Implications pour les pays :*

- analyse du curriculum de l'éducation non formelle en plus du curriculum de l'éducation de base formelle
 - recherche et mise à disposition du BIE des informations relatives aux innovations et aux projets expérimentaux
 - analyse de la formation des enseignants telle qu'elle existe actuellement dans les pays
-

Réunions avec les ministères et les partenaires techniques et financiers

Durant ces réunions, il a été discuté des aspects relatifs à l'information et au partage ; aux cadres partenariaux dans les pays ; au statut et à l'utilisation de l'outil d'analyse du curriculum ; et aux objectifs et à la stratégie du projet.

Les ressemblances/convergences entre pays

1. Dans les trois pays, les partenaires techniques et financiers s'accordent à dire qu'ils ont reçu peu, voire pas, d'information sur le projet et l'outil développé.
2. Les ministères et les différents partenaires ont mis l'accent sur l'existence d'un cadre partenarial entre les ministères et les PTF dans le secteur de l'éducation dans lequel il est crucial que la démarche du BIE-UNESCO s'inscrive.
3. Dans les trois pays, le secteur de l'éducation travaille dans le cadre d'une approche programme en lieu et place de l'approche projet. Le BIE-UNESCO doit en tenir compte et respecter cette approche.
4. La vision du projet à long terme a été abordée. Quelle continuité est envisagée au terme de la première phase du projet qui s'étend jusqu'en décembre 2005 ?
5. L'importance de bien choisir dès le départ le curriculum sur lequel portera l'analyse a été souligné par les participants à la réunion
6. La prise en considération et l'implication du secteur de l'éducation non formelle (avec son recours à une stratégie du « faire faire » et du « faire ensemble » ou « faire inclusif ») est essentielle tout en peut enrichir l'analyse du secteur formel

Les différences entre pays

1. existence de cadres partenariaux plus ou moins structurés et actifs selon les pays
2. différences entre les stades et processus du développement du curriculum dans les trois pays. Au Mali, le nouveau curriculum est en phase d'expérimentation ; au Burkina Faso, le nouveau curriculum est en phase d'écriture et au Niger le nouveau curriculum est à ses tous débuts.
3. différences entre les types de curriculum qui seront analysés. Par exemple au Mali, il s'agira du nouveau curriculum de l'enseignement fondamental, en cours d'expérimentation (niveau I), au Burkina Faso, du curriculum actuel de l'éducation de base et de l'éducation formelle, et au Niger du curriculum actuel datant de 1988-1989, mais avec une forte prise en considération des perspectives de réforme actuellement en discussion.
4. différences dans le développement du « cadre d'orientation général du curriculum »

→ **Implications pour le BIE-UNESCO :**

- tenir informé les partenaires techniques et financiers intéressés sur le projet
- voir les possibilités d'insertion du projet dans une approche programme dans une éventuelle seconde phase du projet
- identifier avec les équipes pays le ou les curricula qui seront analysés dans chaque pays

Réunions avec les équipes-pays

Ces réunions ont permis de faire le suivi du travail avec les équipes et discuter des modalités de contrat de soutien du BIE aux pays.

1. *Travail sur l'outil d'analyse* : les modalités de travail pour effectuer l'analyse documentaire des curricula a été discutées avec les trois pays, selon des procédures un peu différentes. Cette analyse se fera soit par l'équipe de projet elle-même (Mali et Burkina Faso), avec l'appui de l'expertise locale; soit par des consultants locaux, sous la supervision de l'équipe de projet (Niger).

Cette analyse s'effectuera juste après un atelier de partage de l'outil (Niger et Mali), et sera suivie d'un atelier de validation des résultats de l'analyse aura lieu après l'analyse elle-même dans les 3 pays.

2. *Organisation d'un deuxième séminaire international* à Madrid, du 13 au 16 juin 2005.
3. *Calendrier de travail jusqu'au prochain séminaire international* : les trois équipes rempliront les fiches d'analyse de mars à mai 2005 (y compris le processus de partage et de validation interne), et mettront les fiches à disposition du BIE au plus tard le 15 mai 2005. Elles prépareront aussi un compte-rendu des résultats de cette première phase d'analyse qu'elles présenteront au séminaire à Madrid
4. *Elargissement des équipes* : les équipes pays ont été élargies en y intégrant un enseignant-chercheur spécialiste du curriculum relevant de l'Université et ayant déjà travaillé avec les directions des curricula.
5. *Besoins de communication* : ont été définis selon les besoins de chaque équipe et en fonction des fonds disponibles par le BIE. Un appui direct sera assuré par le BIE.
6. *Modalités de contrat* : le contenu du contrat, le signataire et les modalités de transfert de fonds ont été discutés avec chaque équipe.